

Informateurs cherchent majorité d'urgence, extrêmes s'abstenir

La mission de Didier Reynders et Johan Vande Lanotte est prolongée. Les consultations se poursuivent « avec les partis en mesure de jouer un rôle ».

MAXIME BIERMÉ

On prend une grande respiration, et on replonge. Les deux informateurs Didier Reynders (MR) et Johan Vande Lanotte (SP.A) ont brièvement sorti la tête de leurs négociations sous-marines pour faire le point avec le Roi et les médias. Le premier a décidé de prolonger leur mission jusqu'au 17 juin. Les autres sont parvenus à leur tirer quelques vers du nez. Résumons.

1

Un gouvernement fédéral ? Pas pour tout de suite

Selon les informateurs, tous les partis consultés refusent de repartir pour une crise de 541 jours comme en 2010-2011. La Belgique a besoin d'un budget et on ne peut pas compter sur le gouvernement (minoritaire) en affaires courantes de Charles Michel pour avancer correctement sur ce sujet. « Cela entraîne une conscience très forte chez tous les intervenants politiques que nous avons ren-

contrés », a assuré Didier Reynders. « On voit que la situation économique est compliquée, notamment avec le Brexit. On veut pouvoir entamer les discussions le plus rapidement possible et nous travaillerons dans la discrétion pour avancer. On a pu le faire de manière très sereine jusqu'ici. »

Il y a urgence mais cela n'a pas empêché les informateurs de prendre le temps de rencontrer toute une série d'acteurs périphériques (syndicats, patrons, services publics fédéraux). Ils ont égale-

ment rencontré Jean-Pascal van Ypersele pour évoquer la thématique climatique. Rien par contre, officiellement, sur l'institutionnel. Le communautaire serait toujours au frigo à ce stade, malgré les revendications confédéralistes de la N-VA exprimées dès le lendemain des élections. D'ici à la mi-juin, les informateurs prévoient encore de rencontrer le Bureau du Plan ainsi que les réseaux belge et wallon de lutte contre la pauvreté.

2

Pas avec les extrêmes

Le PTB et le Vlaams Belang ne faisaient par contre pas partie de la palette des interlocuteurs consultés par Didier Reynders et Johan Vande Lanotte. Ils ont expliqué s'être limités aux « présidents des partis qui sont actuellement en mesure de jouer un rôle dans la formation d'un gouvernement fédéral, tout en tenant compte de l'attitude des partis les uns envers les autres ».

C'est la fin de la phrase qui a toute son importance. Elle indique que personne

n'envisage de gouverner avec l'extrême droite ou l'extrême gauche. Du moins au fédéral. La N-VA discute en Flandre avec le Vlaams Belang, le PS avec le PTB en Wallonie et à Bruxelles. « Les partis n'ont pas jugé utile de discuter avec eux », a résumé Johan Vande Lanotte après qu'on lui a lu la réaction scandalisée du Vlaams Belang qui se demande « sur quelle planète vivent des formateurs qui excluent le gagnant des élections au nord du pays ».

On n'était pas moins choqués au PTB. Avoir été écarté d'office est même « alarmant », pour Raoul Hedebouw : « On en est qu'au stade de l'information et visiblement, se renseigner sur un programme, c'est déjà trop demander. Il n'y

a aucune remise en cause des partis traditionnels dans le cadre de cette élection. On est exclus d'avance et ils restent dans leur entre-soi. » Les informateurs ont aussi pris acte de la décision du CDH de siéger dans l'opposition.

3

Pas de pronostic

Reste que les informateurs ont refusé de commenter les coalitions possibles avec les partis qui restent autour de la table. « Il faut au moins un parti francophone », a glissé Reynders. Quant à l'atterrissage, on parle de l'automne. C'est l'objectif mais il n'est pas affiché officiellement tant la situation est compliquée. D'ailleurs, quand on demande à Didier Reynders quelles sont les chances d'y parvenir sur une échelle de 1 à 10, il répond, pragmatique : « La probabilité de réussite se situe entre 1 et 10. »